

Editorial

Après plusieurs numéros consacrés à la situation énergétique française dans le contexte du débat national sur l'énergie de 2003 et des deux débats engagés par la Commission Nationale du Débat Public sur les questions nucléaires, pour lesquelles la présence d'une expertise indépendante nous semblait indispensable, nous avons souhaité revenir sur les problèmes énergétiques mondiaux, près de 15 ans après la conférence de Rio, alors que la Commission du Développement Durable crée à cette occasion met l'énergie à l'ordre du jour de sa quatorzième réunion.

Bien des choses ont en effet changé depuis Rio, même si le défi d'assurer les moyens énergétiques du développement de tous reste entier. Les préoccupations globales d'environnement n'ont fait que s'affirmer, en particulier les menaces qui pèsent sur le climat. La perspective d'une pénurie de pétrole bon marché se fait plus réelle tous les jours. La libéralisation des marchés énergétiques, qui devait permettre le décollage énergétique des pays en développement n'a pas produit les effets espérés. L'attentat du 11 septembre et la guerre en Irak ont renforcé les craintes de rupture d'approvisionnement énergétique et de terrorisme écologique.

Autant d'éléments qui renforcent notre conviction qu'on ne peut pas continuer à penser comme avant, dans le domaine énergétique, et qu'il faut remettre à plat l'ensemble des questions pour tenter d'y voir plus clair pour l'avenir.

De quelles marges de manœuvre disposons-nous ? Quels en sont les ordres de grandeur, quelles en sont les dynamiques, quels en sont les avantages et les effets pervers ? Que peut-on attendre des solutions les plus communément évoquées, le nucléaire, les renouvelables, la séquestration du CO² ? Quid de la maîtrise de l'énergie, de ses potentiels et de ses limites ? Quid enfin du nouveau concept d'intégration systémique de l'offre d'énergie avec les services énergétiques aux usagers ?

Le premier chapitre « Les défis et les risques » fait le point sur les politiques actuelles et leurs conséquences à moyen terme, sur ce que nous savons des réserves fossiles et de leurs perspectives de raréfaction, sur ce que nous savons du changement climatique. Après ce constat inquiétant, dans un second chapitre « les éléments de solution et leurs limites », nous passons en revue les différentes marges de manœuvre sur lesquelles nous pouvons envisager de jouer pour sortir de l'impasse actuelle. D'abord en faisant le tour des technologies d'offre (nucléaire, renouvelable, capture et stockage du CO², etc.) comme nous le proposent très généralement gouvernants et entreprises du secteur. À l'issue de cette analyse, force est de reconnaître qu'on est bien loin du compte. D'où l'impérieuse nécessité de changer de paradigme en s'appuyant sur deux leviers complémentaires : la sobriété et l'efficacité énergétiques d'une part, l'intégration systémique de la demande de services à l'offre d'énergie d'autre part.

Les différents articles qui traitent de ces questions montrent que l'espace d'action ainsi ouvert, considérable et économiquement accessible, est à la dimension du problème auquel l'humanité est aujourd'hui confrontée. Mais ces mêmes articles montrent aussi qu'une évolution majeure de nos modes de pensée et de nos modes d'action s'impose à très court terme si nous voulons sortir à temps de l'impasse dans laquelle les politiques aujourd'hui préconisées nous entraînent inéluctablement.

Nous dégageons enfin de cette analyse quelques priorités et l'énoncé d'une série de questions aussi bien techniques qu'économiques ou institutionnelles qui nous semblent mériter une discussion approfondie et des études complémentaires. ■